

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2025-06-101**

26 juin 2025

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

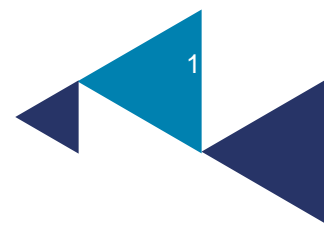
Après en avoir délibéré le 26 juin 2025,

### **Exposé des motifs**

En avril 2025, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires disposaient de deux mois pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2023, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**FRANCE  
compétences**

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Fait à Courbevoie

Le 26 juin 2025

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration

### **Annexe :**

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés (à titre indicatif) : 2216**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36530	Manager relation client	12000	9350	4000	10000	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP37012	Manager communication d'entreprise	12000	9350	4000	9518	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP37164	Manager Marketing	12000	9350	4000	10313	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP37170	Manager Supply Chain	12000	9845	4000	10000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP38066	Diplôme Supérieur en Affaires Internationales, Négociation et Géopolitique	12000	9850	4000	10941	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP38135	Manager commercial clients grands comptes	12000	9350	4000	9996	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP38413	Architecte des systèmes d'information dans les processus industriels	12000	9750	4000	10952	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP38874	Diplôme d'études spécialisées en management et gestion de projet (DESMAP)	12000	9556	4000	10564	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39103	Chargé de développement de solutions applicatives ou logicielles	9265	8800	4000	9182	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39188	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs Jules Verne de l'université d'Amiens, spécialité logistique	12000	11000	4000	11000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39251	Directeur artistique de projets en communication visuelle	12000	9000	4000	9425	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39354	Manager du développement d'entreprise et commercial	12000	9992	4000	10941	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39382	Manager des organisations à l'international	12000	10565	4000	11568	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39416	Mathématiques et applications (fiche nationale)	12000	8600	4000	10000	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39434	Diplôme d'études supérieures spécialisées en management global (DESSMG)	12000	10000	4000	11701	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39484	Diplôme d'études supérieures spécialisées en développement des entreprises et transformation digitale	12000	10679	4000	10679	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP39993	Manager en projets internationaux	12000	9350	4000	10461	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés